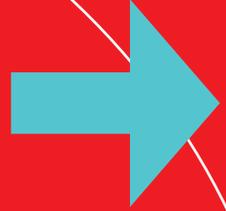




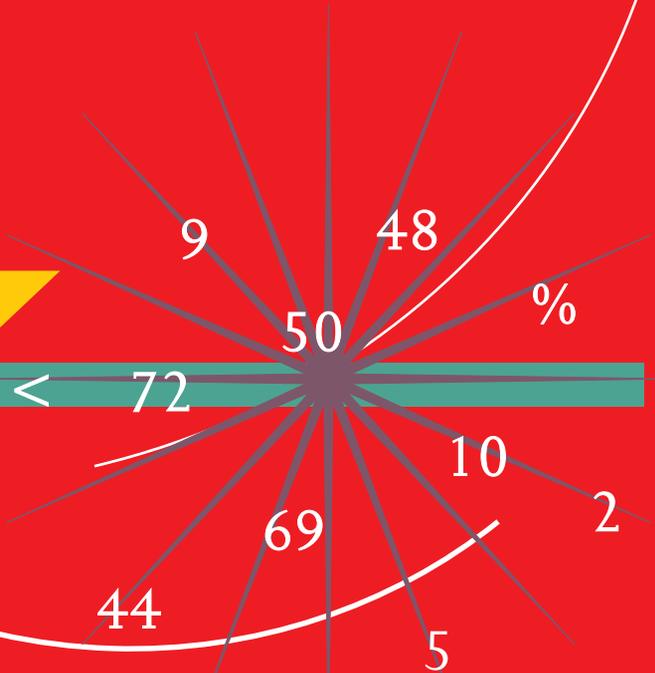
La

CORSE
 en Bref



en Bref

Edition
 2013





La
CORSE
en Bref

Directeur de la publication :

Alain TEMPIER

Rédactrice en chef :

Angela TIRROLONI

Ont participé à cet ouvrage :

Insee : Alexandre BOURGEOIS

Valérie FERRE

Claudine LAVERGNE

Rolande VALERY-COLONNA

Directrice : Céline MAÏSANI - INZAÏNA

Audrey ANTONETTI - GIACOBBI

Impression : Imprimerie Bastiaise

Dépôt légal : octobre 2013

© Insee 2013

SOMMAIRE

P	OPULATION	6
E	CONOMIE GENERALE	9
E	MPLOI	10
D	EVELOPPEMENT ECONOMIQUE	18
R	EVENUS - SALAIRES	24
D	EFINITIONS	26

Edito

Dans un contexte économique morose, cette sixième édition de « La Corse en bref » propose, une nouvelle fois, de mettre en perspective les éléments pertinents et objectifs de la situation régionale.

Cet ouvrage, réalisé en partenariat par la Direccte et l'Insee, mobilise les données les plus récentes et vise à alimenter le débat économique et social par des informations simples et lisibles.

Il s'adresse tout autant aux responsables institutionnels, pour satisfaire leur besoin de connaissance, qu'à un public plus large désireux de mieux comprendre la Corse et ses enjeux.

Y sont présentés des chiffres et des statistiques relatifs à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, ou encore le tourisme et les transports. Ces données permettent à la fois d'appréhender les spécificités locales de l'île et de situer la Corse dans le contexte national.

Hervé BELMONT

Directeur régional des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi de Corse

Alain TEMPIER

Directeur régional
de l'Insee
de Corse

La CORSE en Bref



Au 1^{er} janvier 2010, la population de la Corse atteint 309 693 habitants. L'île figure parmi les régions françaises ayant connu la plus forte croissance démographique depuis 1999. Cette évolution provient exclusivement des phénomènes migratoires, le nombre de naissances et de décès annuels s'équilibrant. Sur l'île comme sur le continent, tous les types de territoires bénéficient du dynamisme démographique. En Corse, l'augmentation de la population est principalement alimentée par l'attraction des pôles urbains. Cependant, l'espace rural se peuple aussi.

La Corse demeure une région âgée. La part des moins de 20 ans est sensiblement inférieure à la moyenne nationale et les plus de 75 ans représentent 10 % de la population contre 9 % pour la France. Le niveau de diplôme reste inférieur à la moyenne française. Ainsi, en 2010, encore 31 % des résidents de Corse n'ont aucun diplôme, ils sont 29 % au niveau national. Par ailleurs, 20 % de la population dispose d'un diplôme d'un niveau supérieur au baccalauréat contre 25 % en France. La faible part de diplômés de l'enseignement supérieur reflète en partie la sous-représentation des cadres en Corse. Ainsi, cette catégorie socioprofessionnelle représente 5 % de la population, soit près de 4 points de moins qu'en moyenne nationale.



En 2011, le produit intérieur brut de la Corse s'élève à 8,06 milliards d'euros. Sa progression sur ces dernières années demeure parmi les plus élevées de France. Avec 25 613 euros, le PIB par habitant reste en deçà de la moyenne des régions françaises de province. La répartition sectorielle de la richesse produite se distingue de l'ensemble des autres régions. Ainsi, le tertiaire marchand occupe une place prépondérante, grâce notamment aux activités liées au tourisme. La construction est un autre pilier de l'économie. A l'inverse, le tissu industriel est très restreint. Enfin, les services administrés ont un poids supérieur à toutes les autres régions.



Fin 2011, la Corse compte 106 500 salariés. Parmi eux, 59 % travaillent dans des activités marchandes, en grande majorité dans le tertiaire. L'emploi salarié marchand - hors agriculture et particuliers employeurs - progresse de 1,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Les services marchands sont les plus créateurs d'emploi tandis que la construction et le commerce connaissent une croissance modérée et que l'industrie perd des emplois. La croissance de l'emploi salarié ne permet pas d'endiguer la dégradation du marché du travail qui persiste en Corse depuis 2009. En 2012, le chômage s'intensifie : au 4^e trimestre, le taux de chômage régional s'établit à 9,9 % de la population active (contre 10,1 % à l'échelon national). Les taux de chômage départementaux demeurent voisins.

Fin décembre 2012, en données corrigées des variations saisonnières, 16 887 demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories ABC) sont inscrits au Pôle emploi en Corse. Sur un an, ce nombre augmente à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+ 10,0 % contre + 8,8 %). Tous les publics sont concernés par cette hausse, particulièrement les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (+ 19,0 %). Les jeunes de moins de 25 ans progressent en région de 5,4 % sur un an contre 6,9 % au niveau France métropolitaine. Les femmes sont moins touchées que les hommes par la dégradation de la situation (respectivement + 8,7 % et + 11,7 %).

En données corrigées des variations saisonnières, le total des entrées à Pôle emploi augmente en Corse (+ 2,0 % contre + 0,3 % à l'échelle nationale). Cette tendance s'explique essentiellement par la hausse des fins de contrat qui, compte



tenu de la saisonnalité de l'activité économique de la région, restent le principal motif d'inscription (44 % des entrées annuelles). Parallèlement, l'absence au contrôle est le premier motif de sortie de Pôle emploi (33 % des sorties annuelles), suivi par la reprise d'emploi qui concentre 30 % des demandes d'emploi sorties.

Au cours de l'année 2012, en données corrigées des variations saisonnières, 19 042 offres d'emploi ont été enregistrées à Pôle emploi. Parmi elles, seules 29 % sont des offres d'emploi durable (CDI et CDD de plus de 6 mois), comme en 2011.



Au 1^{er} janvier 2012, 31 900 établissements du secteur marchand non agricole sont implantés en Corse. Ces unités sont de petite taille : 96 % ont moins de 10 salariés. Le secteur des services regroupe 40 % des établissements. Le secteur du commerce, transport et hébergement-restauration (CTHR) occupe la deuxième place, avec 36 % des établissements répartis de façon égale sur les deux départements. En 2012, avec 3 880 entreprises créées, le nombre total des créations reste stable par rapport à 2011. Le régime d'auto-entrepreneur est à l'origine de 56 % des nouvelles unités de la région.

L'artisanat est très présent en Corse. Le nombre d'entreprises artisanales rapporté au nombre d'habitants place l'île en tête des régions françaises. En 2012, 9 830 entreprises artisanales sont implantées dans la région, une sur deux dans le secteur du bâtiment. D'ailleurs, plus de la moitié des créations d'entreprises artisanales en 2012 relèvent de ce secteur, davantage qu'au niveau national.

En 2012, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse est de 8,2 millions, croisiéristes compris, soit une baisse de fréquentation de 3 %. Les trafics croisières, qui étaient en constante progression, enregistrent un important recul de 23 %, les lignes régulières et charter se maintiennent avec 7,4 millions de passagers au départ et à l'arrivée. Cette année, les trafics sur l'étranger subissent une nouvelle dégradation, mais elle touche uniquement le maritime. L'activité globale des hôtels et des campings de la région suit la tendance nationale avec une perte de clientèle française et une progression des touristes étrangers. La fréquentation des campings avec 3,47 millions de nuitées reste stable par rapport à 2011, celle des hôtels diminue de 2 %, avec 2,82 millions de nuitées.



Le revenu disponible brut annuel des ménages s'élève à 18 877 € par habitant en 2010, situant la Corse dans la moyenne des régions françaises de province. En particulier, sur le champ excluant la fonction publique d'État et l'agriculture, les revenus salariaux sont globalement plus faibles que la moyenne nationale. Cela concerne l'ensemble des catégories socioprofessionnelles à l'exception des professions intermédiaires.

Cet écart s'explique moins par le taux de salaire horaire que par la durée du travail. En effet, en Corse, l'importance de l'emploi saisonnier, qui par définition n'est occupé qu'une partie de l'année, joue défavorablement sur le revenu annuel.

Avertissement : les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine. Certains tableaux correspondent à la France entière (France métropolitaine et départements d'outre-mer).

Signes conventionnels utilisés :

... = données non disponibles ; (p) = données provisoires ; /// = sans objet.

Démographie

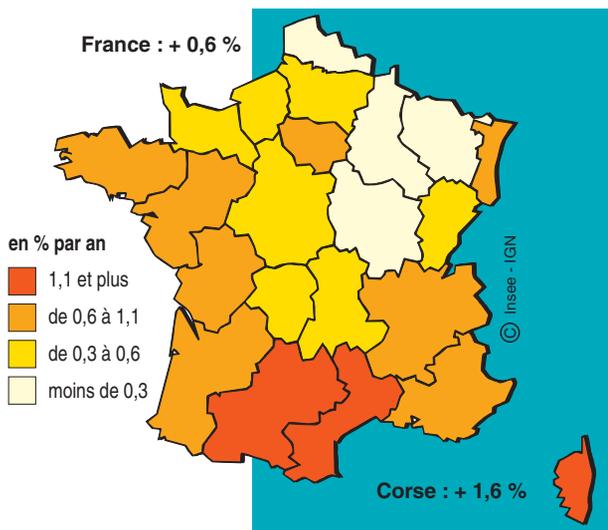
Population - Etat civil

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Populations légales au 1 ^{er} janvier 2010	143 600	166 093	309 693	62 765 236
Naissances domiciliées en 2011	1 422	1 662	3 084	791 347
Décès domiciliés en 2011	1 444	1 527	2 971	533 038
Taux de natalité en 2011 (‰)	9,7	9,8	9,8	12,5
Taux de mortalité en 2011 (‰)	9,9	9,0	9,4	8,4
Espérance de vie à la naissance des hommes en 2011 (ans)	79,1	79,1	79,1	78,5
Espérance de vie à la naissance des femmes en 2011 (ans)	83,6	85,0	84,3	84,9
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2011 (p)	145 176	167 916	313 092	63 088 990
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2012(p)	146 792	169 786	316 578	63 409 191

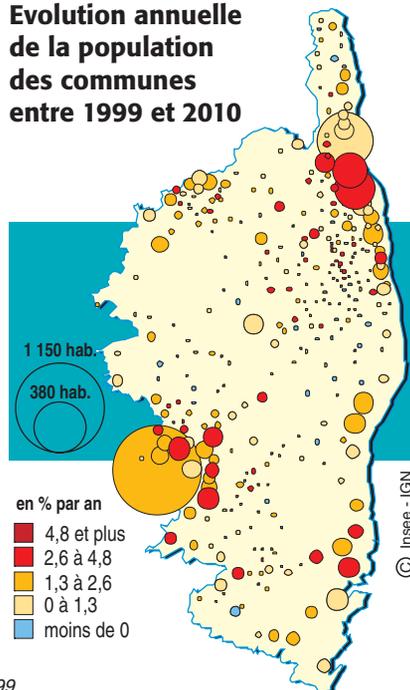
Source : Insee, Estimations localisées de population, Recensement de la population 2010 - Exploitation principale - Etat civil.

Evolution de la population

Taux d'évolution annuel de la population entre 1999 et 2010



Evolution annuelle de la population des communes entre 1999 et 2010



Source : Insee, Recensements de la population - Populations légales 2010 et 1999.

Age de la population

Répartition de la population selon l'âge et le sexe en 2010

Age	Hommes	Femmes	Ensemble	Corse (%)	France (%)
moins de 20 ans	33 591	30 781	64 372	20,8	24,5
de 20 à 59 ans	80 949	81 768	162 717	52,5	52,5
de 60 à 74 ans	25 006	26 573	51 579	16,7	14,0
75 ans ou plus	12 119	18 906	31 025	10,0	9,0
Total	151 665	158 028	309 693	100,0	100,0

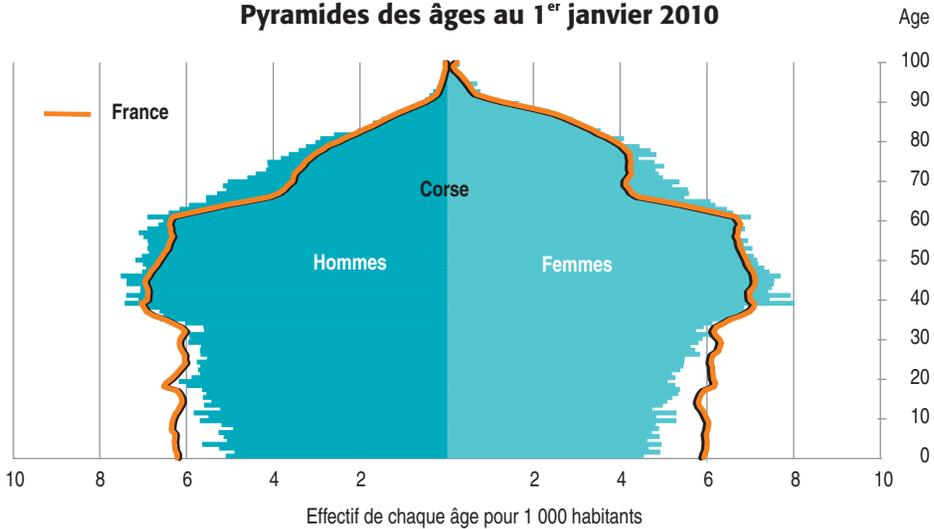
Source : Insee, Recensement de la population 2010 - Exploitation principale.

Répartition de la population par département selon l'âge et le sexe en 2010

Age	Corse-du-Sud		Haute-Corse	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
moins de 20 ans	15 570	14 333	18 021	16 447
de 20 à 59 ans	36 842	38 349	44 107	43 419
de 60 à 74 ans	11 507	12 338	13 498	14 235
75 ans ou plus	5 758	8 904	6 361	10 003
Total	69 676	73 924	81 989	84 104

Source : Insee, Recensement de la population 2010 - Exploitation principale.

Pyramides des âges au 1^{er} janvier 2010



Lecture : en Corse, sur 1 000 habitants, 6 sont des hommes âgés de 32 ans.

Source : Insee, Recensement de la population 2010.

➔ Ménages

Ménages selon le mode de cohabitation en 2010

	Corse	France
Ensemble des ménages	132 004	27 106 516
Ménages d'une personne (%)	30,1	34,0
<i>Homme seul (%)</i>	13,2	14,2
<i>Femme seule (%)</i>	16,9	19,8
Ménages avec famille (%)	65,0	63,4
<i>Couples avec enfant(s) (%)</i>	27,6	27,7
<i>Familles monoparentales (%)</i>	11,4	8,6
<i>Couples sans enfant (%)</i>	26,0	27,1
Autres ménages (%)	4,9	2,6

Source : Insee, Recensement de la population 2010 - Exploitation complémentaire.

Ménages propriétaires de leur résidence principale (%)	54,9	57,7
Ménages locataires de leur résidence principale (%)	39,0	39,7

Source : Insee, Recensement de la population 2010 - Exploitation principale.

→ Etrangers

Etrangers

	Corse		France	
	1999	2010	1999	2010
Nombre d'étrangers	25 673	26 332	3 263 186	3 705 161
Part dans la population (%)	9,8	8,5	5,6	5,9

Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2010 - Exploitation principale.

→ Diplômes

Diplômes des 15 ans ou plus ayant terminé leurs études

	Corse		France	
	1999	2010	1999	2010
Population des 15 ans ou plus (nombre)	198 650	240 208	42 644 956	45 593 100
Sans diplôme (%)	41,3	30,9	37,3	28,6
BEPC (%)	12,4	9,2	8,1	6,2
CAP, BEP (%)	18,0	18,6	24,8	23,9
BAC (%)	14,7	20,9	12,2	16,1
Diplôme de l'enseignement supérieur (%)	13,6	20,4	17,6	25,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2010 - Exploitation principale.

→ Catégories socioprofessionnelles

Répartition de la population des 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2010

Catégorie socioprofessionnelle (PCS) :	Corse (%)	France (%)
Agriculteurs exploitants	1,1	0,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	5,2	3,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	5,3	8,8
Professions intermédiaires	11,2	14,0
Employés	18,4	16,6
Ouvriers (y.c. agricoles)	11,0	13,4
Retraités	26,3	26,5
Autres sans activité professionnelle	21,5	16,5
Total	100,0	100,0

Source : Insee, Recensement de la population 2010 - Exploitation complémentaire.

➔ Produit intérieur brut

Produit intérieur brut en 2011

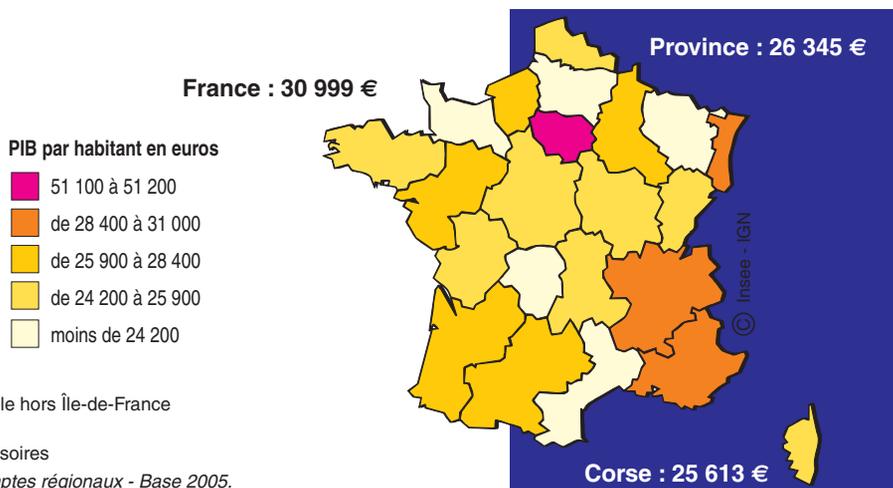
	Corse	Province	France
PIB total (millions d'euros)	8 064	1 353 215	1 960 654
PIB par habitant (euros)	25 613	26 345	30 999
PIB par emploi* (euros)	66 035	66 702	74 556

Données 2011 provisoires

*salarié et non salarié

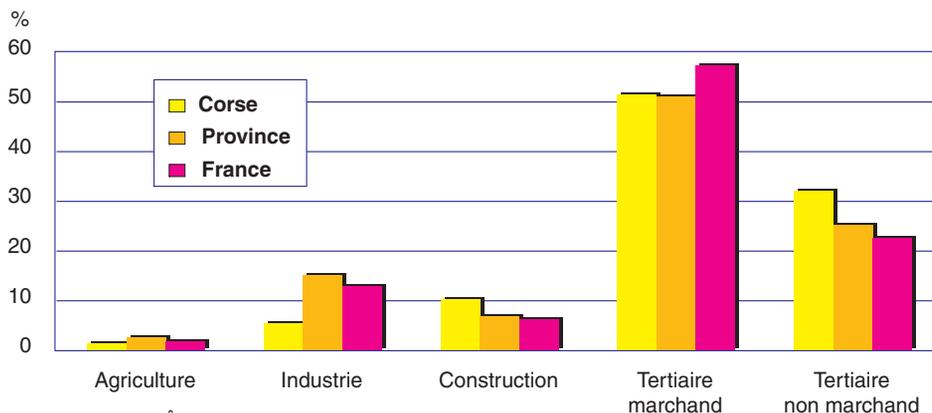
Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2005.

Produit intérieur brut par habitant selon les régions en 2011



➔ Valeur ajoutée brute

Répartition de la valeur ajoutée brute par secteur d'activité en 2011



Population active

Population active parmi les 15-64 ans en 2010

	Corse	France
Population active (15-64 ans) en nombre	136 379	29 302 808
Taux d'activité (%)	68,2	72,2
Taux d'activité des hommes (%)	74,4	75,9
Taux d'activité des femmes (%)	62,1	68,6
Taux d'emploi (%)	60,4	63,8
Taux d'emploi des hommes (%)	67,7	67,7
Taux d'emploi des femmes (%)	53,1	60,0
Taux d'emploi des 55-64 ans (%)	39,9	39,3

Source : Insee, Recensement de la population 2010 - Exploitation principale.

Emploi salarié - non salarié

Emploi salarié par secteur d'activité au 31 décembre 2011

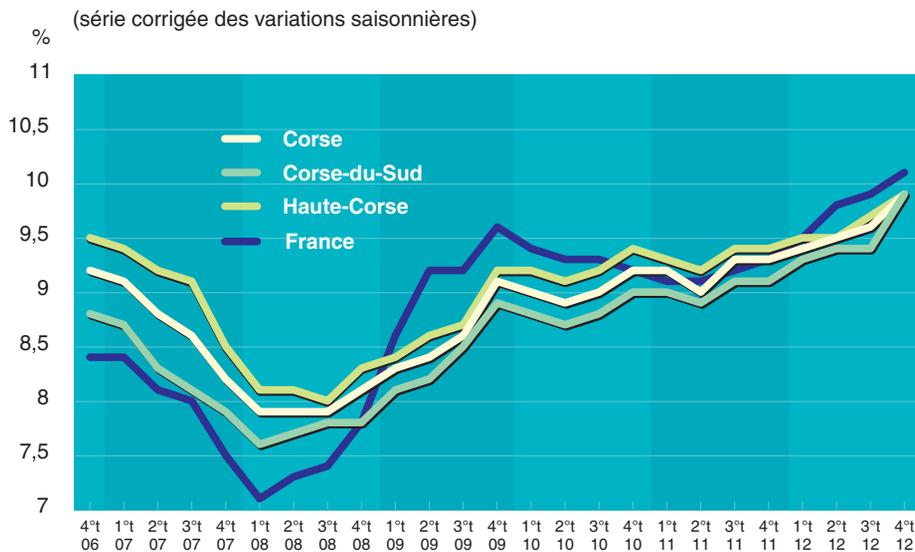
	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France
	nombre	Evolution annuelle moyenne 2011 / 2001 %	nombre	Evolution annuelle moyenne 2011 / 2001 %	nombre	Evolution annuelle moyenne 2011 / 2001 %	Evolution annuelle moyenne 2011 / 2001 %
Agriculture	386	0,3	1 252	-0,3	1 638	-0,2	-1,8
Industrie	3 146	2,2	3 080	1,3	6 226	1,8	-2,2
<i>Ind. agricoles et alimentaires</i>	882	0,7	1 363	1,8	2 245	1,4	-0,7
<i>Energie</i>	1 143	2,4	655	-0,3	1 798	1,3	0,2
<i>Autres Industries</i>	1 121	3,4	1 062	1,7	2 183	2,5	-2,8
Construction	5 788	5,2	5 558	3,8	11 346	4,5	1,1
Commerce	7 244	1,6	8 366	1,7	15 610	1,7	0,3
Transports	3 336	1,3	2 913	1,1	6 249	1,2	-0,1
Hébergement et restauration	2 700	2,0	2 344	2,9	5 044	2,4	1,6
Information et communication	730	-0,6	559	2,1	1 289	0,4	0,4
Activités financières	1 066	2,4	1 054	2,0	2 120	2,2	0,9
Activités immobilières	461	2,3	469	2,9	930	2,6	0,4
Soutien aux entreprises	3 660	4,5	3 237	4,0	6 897	4,3	1,3
Autres activ. de services marchands	2 624	3,7	2 412	1,3	5 036	2,4	1,4
Administration	14 636	3,6	8 871	2,8	23 507	3,3	0,5
Enseignement, santé, action sociale	9 505	1,4	11 149	2,0	20 654	1,7	0,8
Ensemble	55 282	2,7	51 264	2,2	106 546	2,4	0,3

Données 2011 provisoires

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées.

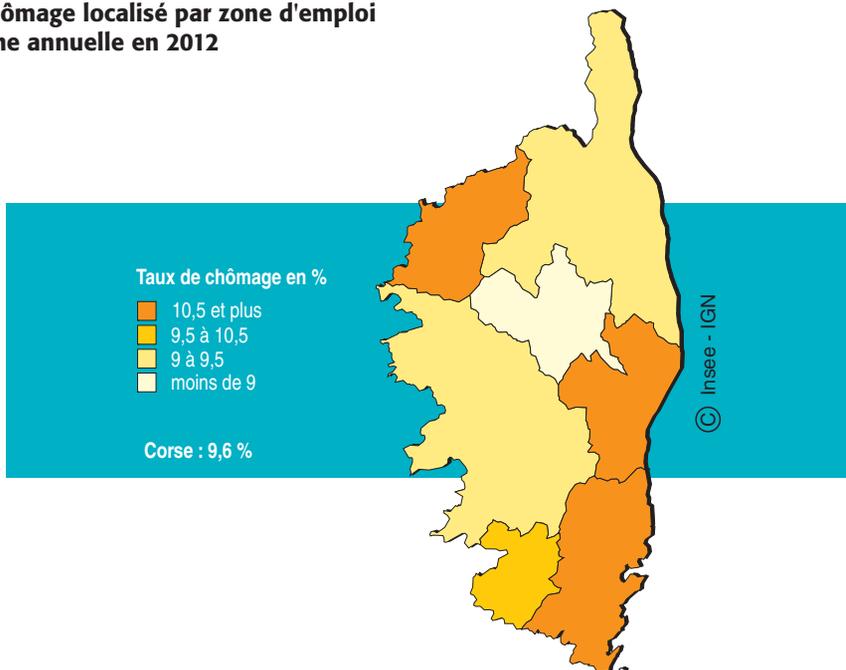
Taux de chômage

Evolution trimestrielle du taux de chômage localisé



Source : Insee.

Taux de chômage localisé par zone d'emploi en moyenne annuelle en 2012



Source : Insee.

➔ La demande d'emploi

La demande d'emploi de catégories A et ABC au 31 décembre 2012

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Les catégories A et ABC (données brutes)				
catégorie A	8 241	8 726	16 967	3 193,3
évolution sur un an (%)	11,7	7,3	9,4	10,2
catégories ABC	9 575	10 077	19 652	4 689,8
évolution sur un an (%)	12,5	7,7	10,0	8,6
Les catégories A et ABC (données CVS)				
catégorie A	6 777	7 459	14 236	3 125,4
évolution sur un an (%)	11,9	7,3	9,4	10,0
catégories ABC	8 106	8 781	16 887	4 619,4
évolution sur un an (%)	12,6	7,7	10,0	8,8

Source : Direccte / Pôle emploi.

La demande d'emploi de catégories ABC au 31 décembre 2012

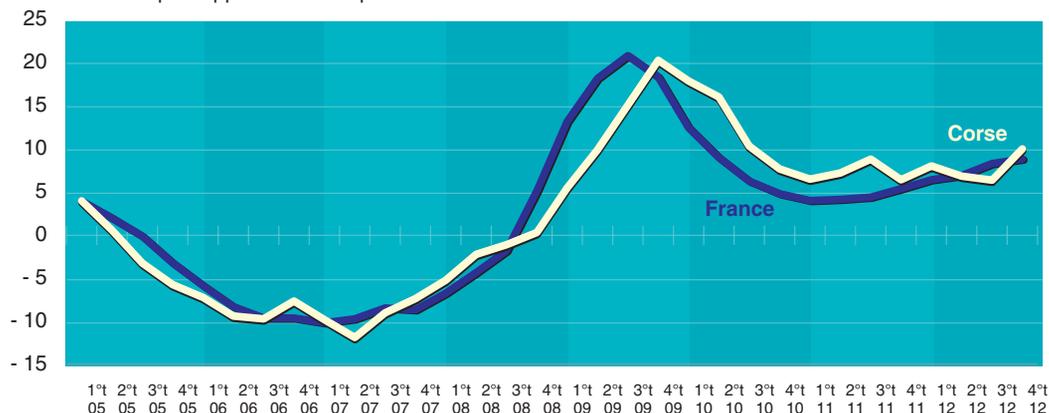
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Effectifs (données CVS)	8 106	8 781	16 887	4 619,4
Evolution sur un an (%)	12,6	7,7	10,0	8,8
Structure des DEFM (cat. ABC données CVS en %)				
Hommes	45,7	44,0	44,8	49,4
Femmes	54,3	56,0	55,2	50,6
Moins de 25 ans	17,0	16,3	16,6	16,6
25 à 49 ans	62,0	64,4	63,2	63,0
50 ans ou plus	21,0	19,3	20,2	20,4
Chômeurs de longue durée	23,1	23,4	23,2	39,3

Source : Direccte / Pôle emploi.

L'évolution trimestrielle de la demande d'emploi de catégories ABC

(données CVS)

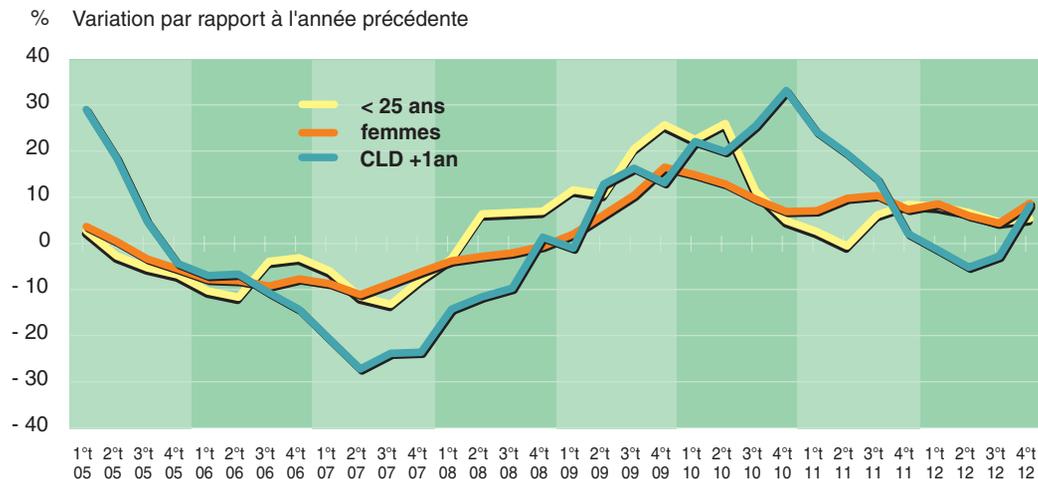
% Variation par rapport à l'année précédente



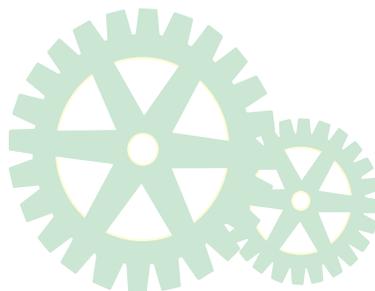
Source : Direccte / Pôle emploi.

L'évolution trimestrielle de la demande d'emploi de catégories ABC en Corse par public

(données CVS)



Source : Direccte / Pôle emploi.



La demande d'emploi de catégories ABC selon la qualification au 31 décembre 2012

(données brutes)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Manoeuvres	180	296	478	146 033
structure (%)	1,9	3,0	2,4	3,1
Ouvriers spécialisés	268	412	680	330 142
structure (%)	2,8	4,1	3,5	7,0
Ouvriers qualifiés	696	768	1 464	597 113
structure (%)	7,3	7,6	7,4	12,7
Employés non qualifiés	2 688	2 303	4 991	909 183
structure (%)	28,1	22,9	25,4	19,4
Employés qualifiés	5 056	5 508	10 564	2 055 955
structure (%)	52,8	54,6	53,8	43,9
Agents de maîtrise, techniciens	415	536	951	372 177
structure (%)	4,3	5,3	4,8	7,9
Cadres	272	252	524	279 196
structure (%)	2,8	2,5	2,7	6,0
Total	9 575	10 077	19 652	4 689 799

Source : Direccte / Pôle emploi.

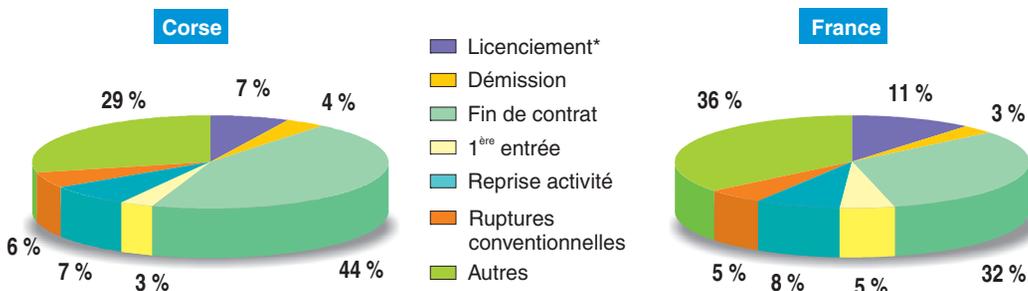
La demande d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi au 31 décembre 2012



	Ajaccio	Porto-Vecchio	Sartène-Propriano	Bastia	Calvi-L'Île-Rousse	Corte	Ghisonaccia-Aléria	Total Corse	
Effectifs données CVS	5 751	1 671	684	5 951	1 443	455	931	16 887	
Structure (%)	34,1	9,9	4,1	35,2	8,5	2,7	5,5	100,0	
Evolution sur un an (%)	8,9	20,7	28,9	5,3	15,1	7,9	13,4	10,0	
Eléments de structure des DEFM (%)	< 25 ans	16,4	17,0	18,4	16,1	14,9	20,2	17,6	16,6
	> 50 ans	20,9	19,8	20,8	19,1	19,8	20,1	19,7	20,1
	Femmes	53,7	56,9	55,8	56,6	57,1	48,1	54,8	55,2

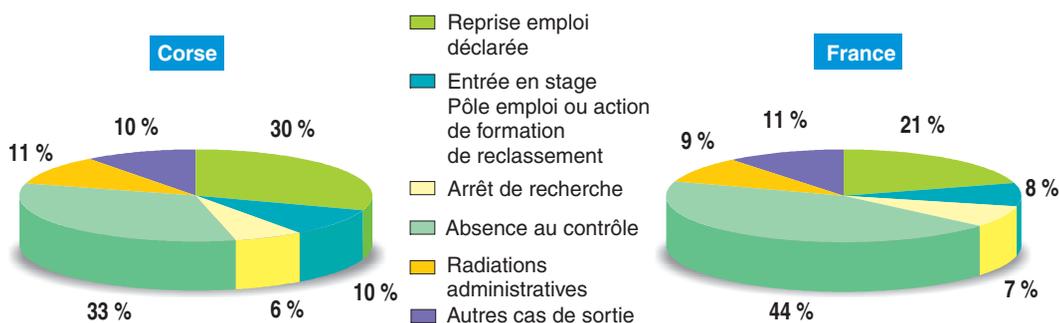
Source : Direccte / Pôle emploi.

Les inscriptions au chômage / cumul annuel 2012



*y compris fin de convention de reclassement personnalisé, de convention de conversion ou de plan d'action personnalisé

Les sorties du chômage / cumul annuel 2012



Source : Direccte / Pôle emploi.

L'offre d'emploi

L'offre d'emploi / cumul annuel 2012

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Données CVS				
Nombre d'offres	8 984	10 059	19 042	2 949 300
<i>dont offres durables</i>	2 868	2 715	5 583	1 262 300
Evolution sur un an* (%)	- 18,5	- 2,2	- 10,5	- 11,8
Données brutes				
Nombre d'offres	9 170	9 788	18 958	2 962 390
<i>dont offres durables</i>	2 884	2 725	5 609	1 262 052
Evolution sur un an* (%)	- 8,7	- 4,9	- 6,8	- 11,8
Activité économique (%)				
Agriculture	1,3	13,2	7,4	...
Industrie	4,9	5,2	5,1	...
Construction	7,6	7,0	7,3	...
Tertiaire	86,2	74,6	80,2	...
Qualification (%)				
Manoeuvres	2,5	9,8	6,3	6,0
Ouvriers	13,7	20,0	16,9	16,3
Employés	78,5	66,2	72,2	64,8
Agents de maîtrise, techniciens	3,6	3,6	3,6	10,1
Cadres	1,7	0,4	1,0	2,8

* de l'ensemble des offres.

Source : Direccte / Pôle emploi.

Demandeurs d'emploi indemnisés et bénéficiaires de minima sociaux

Les demandeurs d'emploi indemnisés au 31 décembre 2012

(données brutes)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse
Demandeurs d'emploi (catégories A,B,C,D,E)	11 343	11 535	22 878
Demandeurs d'emploi indemnisés* (catégories A,B,C,D,E)	7 333	7 377	14 710
<i>dont : assurance chômage</i>	6 281	6 140	12 421
<i>régime solidarité</i>	599	656	1 255
<i>stagiaire en formation</i>	450	567	1 017
Evolution sur un an (%)	11,3	6,9	9,1
Taux de demandeurs d'emploi indemnisés	64,6	64,0	64,3

*y compris bénéficiaires de l'indemnité pré-retraite.

Source : Direccte / Pôle emploi.

Les allocataires des minima sociaux au 31 décembre 2012

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
RSA				
Effectifs	3 137	4 069	7 206	1 930 368
Evolution sur un an (%)	2,1	4,8	3,6	5,2
AAH				
Effectifs	2 496	3 420	5 916	931 116
Evolution sur un an (%)	5,1	5,5	5,4	4,3

Source : Cnaf.

Principales mesures de politiques d'emploi

Insertion et formation professionnelle des jeunes / cumul sur l'année 2012

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Contrats en alternance (entrées cumulées)				
Contrats d'apprentissage	776	822	1 598	...
dont contrats d'apprentissage du secteur privé	706	796	1 502	293 732
Contrats de professionnalisation
CIVIS (effectif présent en fin de mois)				
Jeunes présents dans le dispositif	175	229	404	...
dont : femmes	89	122	211	...
jeunes en emploi	30	34	64	...
Actions de formation de la CTC				
Jeunes admis en stage	473	...

Source : UT - Dares - SNI Parcours 3 / Entrepôt régional / ARML Corse - ASP.

Réinsertion professionnelle des chômeurs / cumul sur l'année 2012

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Emploi marchand aidé				
Contrats Unique d'Insertion - CIE*	86	79	165	51 633
Emploi non marchand aidé				
Contrats Unique d'Insertion - CAE*	1 001	959	1 960	399 987

*conventions initiales + avenants de reconduction

Source : Dares.



Etablissements

Etablissements* selon l'activité et la taille en Corse au 1^{er} janvier 2012

	0 salarié (1)	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 et +
Industrie	1 372	640	152	9
Industrie agroalimentaire	332	285	69	0
Energie	370	72	31	7
Autres industries	670	283	52	2
Construction	3 233	1 661	291	9
CTHR	7 000	4 052	478	57
Commerce	3 944	2 326	285	29
Transport	572	290	106	27
Hébergement - restauration	2 484	1 436	87	1
Services	10 159	2 464	297	61
Information et communication	407	126	18	6
Activités financières	372	266	38	3
Activités immobilières	2 199	268	12	2
Soutien aux entreprises	3 062	964	116	13
Enseignement, santé, action sociale	2 846	393	96	33
Autres activités de service	1 273	447	17	4
Total	21 764	8 817	1 218	136

*secteur marchand non agricole.

(1) les établissements dont les effectifs sont non déclarés sont inclus dans la tranche 0 salarié.

Etablissements* selon l'activité par département en Corse au 1^{er} janvier 2012

Activité	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse
Industrie	906	1 267	2 173
Industrie agroalimentaire	300	386	686
Energie	123	357	480
Autres industries	483	524	1 007
Construction	2 485	2 709	5 194
CTHR	5 761	5 826	11 587
Commerce	3 234	3 350	6 584
Transport	475	520	995
Hébergement - restauration	2 052	1 956	4 008
Services	6 279	6 702	12 981
Information et communication	286	271	557
Activités financières	332	347	679
Activités immobilières	1 121	1 360	2 481
Soutien aux entreprises	2 075	2 080	4 155
Enseignement, santé, action sociale	1 599	1 769	3 368
Autres activités de service	866	875	1 741
Total	15 431	16 504	31 935

*secteur marchand non agricole.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

➔ Démographie des entreprises

Créations d'entreprises* selon l'activité en 2012

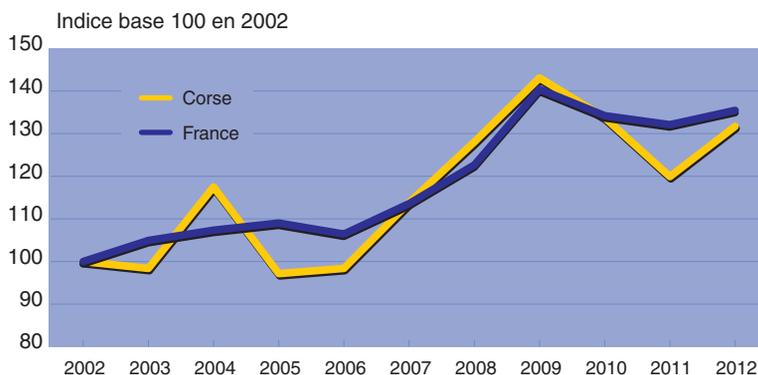
	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse nombre	Corse %	France entière %
Industrie	102	118	220	5,7	4,9
dont auto-entrepreneurs	66	77	143	65,0	62,8
Construction	509	490	999	25,8	15,4
dont auto-entrepreneurs	318	287	605	60,6	55,1
CTHR**	531	545	1 076	27,7	69,2
dont auto-entrepreneurs	217	256	473	44,0	56,5
Services	793	790	1 583	40,8	10,5
dont auto-entrepreneurs	496	465	961	60,7	55,7
Total	1 935	1 943	3 878	100,0	100,0
dont auto-entrepreneurs	1 097	1 085	2 182	56,0	56,5

*secteur marchand non agricole **commerce, transport, hébergement-restauration

Lecture : le secteur de la construction représente 25,8 % des entreprises créées ; 60,6% de ces entreprises ont un statut d'auto-entreprise

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Evolution des défaillances d'entreprises en date de jugement



Source : Banque de France, Fiben.

➔ Entreprises technologiques

Emploi des entreprises* technologiques au 31 décembre 2011

Activité	Nombre d'entreprises	Nombre de salariés
Edition de logiciels	7	18
Programmation, gestion et maintenance informatique	245	115
Traitement de données, portail internet	53	107
Total	305	240

*entreprises dont le siège social est en Corse.

Source : Insee, Connaissance locale de l'appareil productif (Clap).



Entreprises artisanales

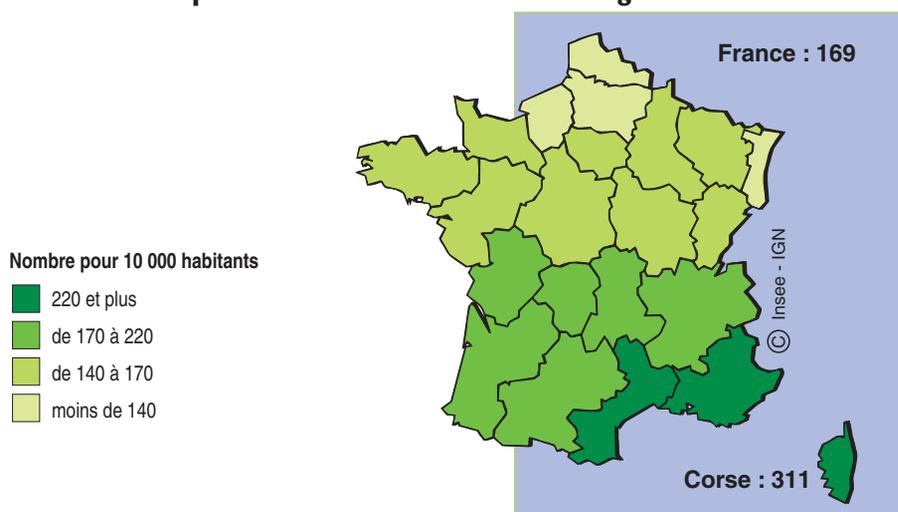
Créations d'entreprises artisanales par activité principale en 2012

	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse		France	
			nombre	%	nombre	%
Industrie	82	100	182	11,5	18 332	11,6
Construction	435	432	867	54,9	69 574	43,9
CTHR*	75	100	175	11,1	21 588	13,6
Services	152	204	356	22,5	48 819	30,9
Total	744	836	1 580	100,0	158 313	100,0

*commerce, transport, hébergement-restauration

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

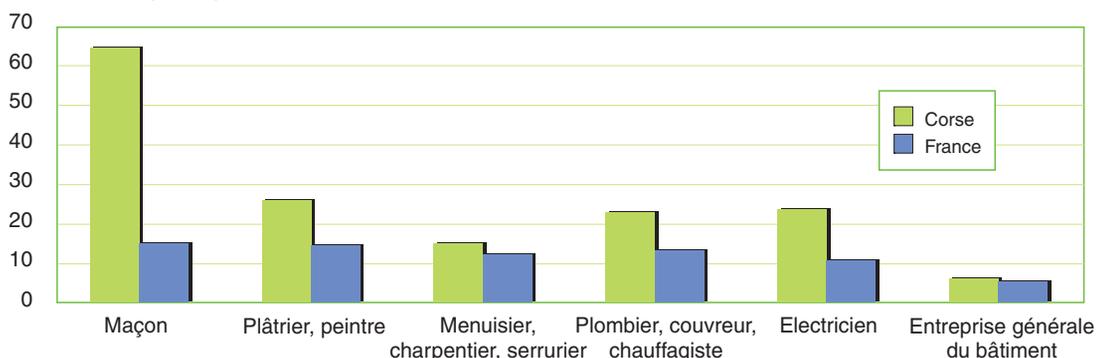
Entreprises artisanales pour 10 000 habitants selon les régions en 2012



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2012).

Artisans du bâtiment pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2012

Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants



Source : Insee, Base permanente des équipements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2012).

→ Transports

Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2012

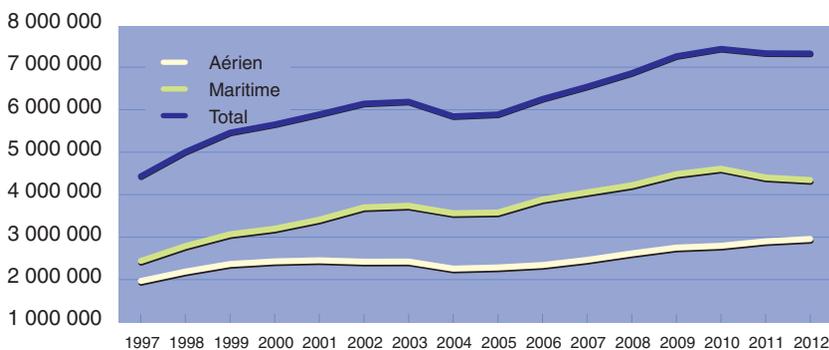
(nombre de passagers au départ et à l'arrivée)

Ports et (ou) aéroports	Maritime		Aérien	Total
	Lignes régulières	Croisières	Lignes régulières et charter	
Ajaccio	1 150 527	692 532	1 218 705	3 061 764
Bastia	2 171 934	3 914	1 003 607	3 179 455
Bonifacio	251 762	20 037	///	271 799
Calvi	169 733	26 780	312 613	509 126
Figari	///	///	459 049	459 049
L'Île-Rousse	384 819	104	///	384 923
Porto-Vecchio	142 085	31 116	///	173 201
Propriano	116 593	44 019	///	160 612
Ensemble	4 387 453	818 502	2 993 974	8 199 929
Evolution 2012/2011	- 1,3 %	- 23,1 %	1,8 %	- 3,0 %

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Evolution des trafics passagers sur lignes régulières et charter

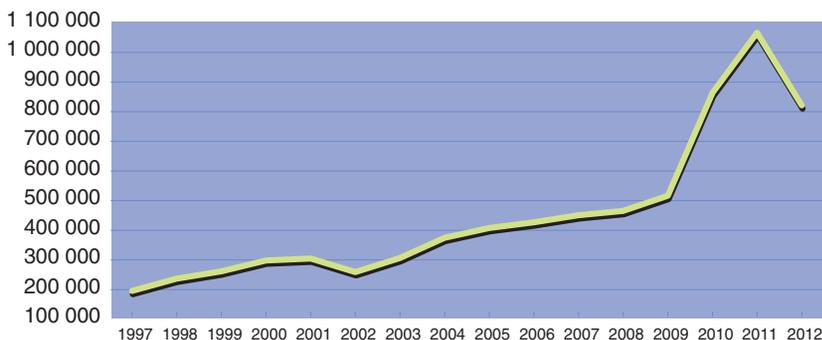
Nombre de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

Evolution des trafics passagers croisières

Nombre de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



Tourisme : hôtels

Fréquentation des hôtels en 2012 et évolution 2012/2011 par bassin touristique selon les principales nationalités (en milliers de nuitées et %)

	Ajaccio		Bastia		Balagne		Extrême-Sud		Total Corse	
	2012 nombre	12/11 %								
Français	940	- 4,5	524	- 0,4	325	1,5	308	- 4,0	2 097	- 2,5
Etrangers	246	19,4	211	- 4,9	170	- 11,5	99	- 6,3	726	0,1
<i>dont : Allemands</i>	38	22,0	40	2,0	38	6,0	13	8,0	129	7,0
<i>Italiens</i>	40	- 18,0	39	- 35,0	23	- 23,0	15	- 40,0	117	- 29,0
Ensemble	1 186	- 0,3	735	- 1,8	495	- 3,4	407	- 4,5	2 823	- 1,9

Source : Insee, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS) - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie.

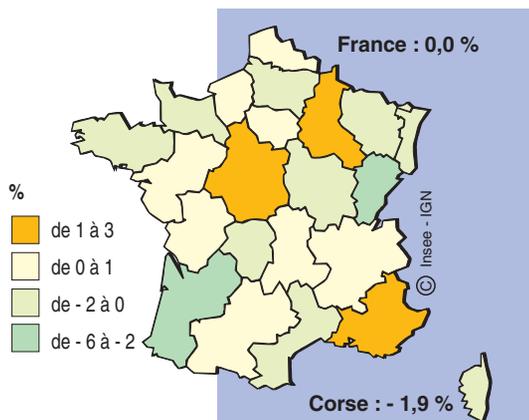
Evolution des nuitées totales entre 2011 et 2012 dans l'hôtellerie par région

Parc hôtelier en Corse en 2012

	Corse-du-Sud hôtels	Haute-Corse hôtels	Corse hôtels chambres	
0 étoile	15	18	33	590
1 étoile	9	3	12	172
2 étoiles	75	74	149	4 262
3 étoiles	79	69	148	5 207
4 étoiles ou +	20	5	25	902
Ensemble	198	169	367	11 133

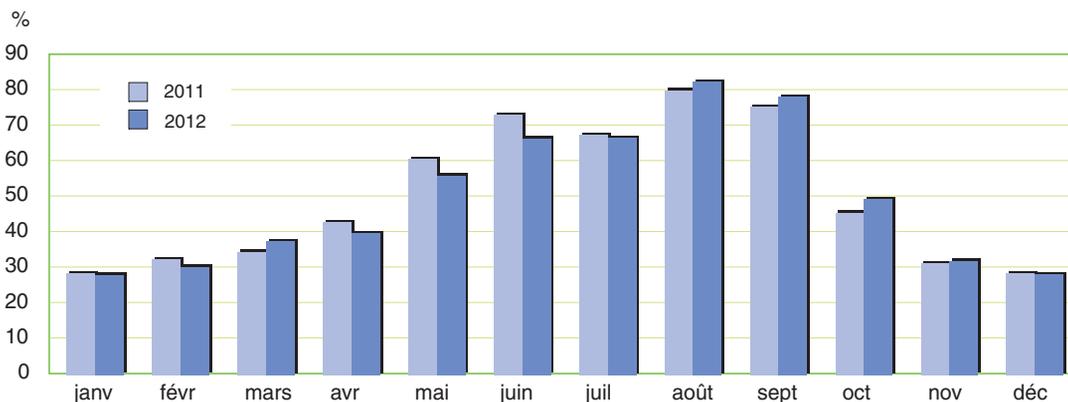
Parc au 1^{er} janvier.

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux.



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation.

Taux d'occupation des hôtels en Corse



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie.

Tourisme : campings

Fréquentation des campings en 2012 et évolution 2012/2011 par bassin touristique selon les principales nationalités (en milliers de nuitées et %)

	Ajaccio		Bastia		Balagne		Extrême-Sud		Total Corse	
	2012 nombre	12/11 %								
Français	601	- 13	627	18	362	- 2	614	- 3	2 204	- 1
Etrangers	250	3	432	6	206	0	380	- 1	1 268	3
<i>dont : Allemands</i>	85	5	165	3	70	6	115	20	435	8
<i>Italiens</i>	67	10	98	3	64	7	123	- 12	352	- 1
Ensemble	851	- 9	1 059	13	568	- 1	994	- 2	3 472	0

Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air.

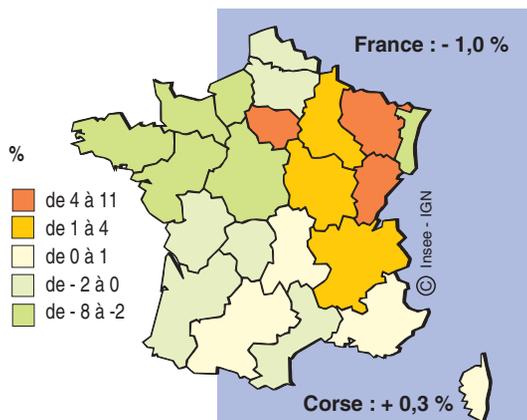
Evolution des nuitées totales entre 2011 et 2012 (mai à septembre) dans les campings par région

Parc des campings en Corse en 2012

	Corse- du-Sud campings	Haute- Corse campings	Corse campings emplacement	
1 étoile	12	19	31	3 191
2 étoiles	24	28	52	6 627
3 étoiles	39	9	48	7 290
4 étoiles ou +	3	7	10	2 803
Ensemble	78	63	141	19 911

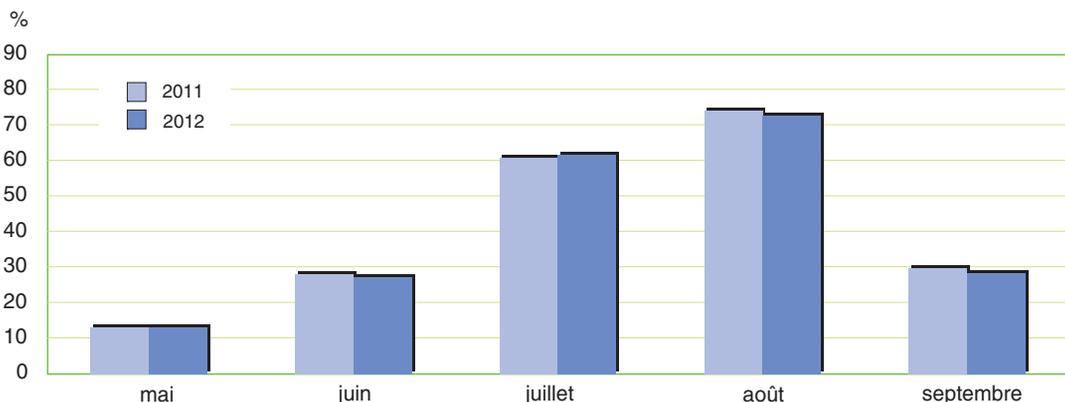
Parc au 1^{er} janvier.

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux.



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation.

Taux d'occupation des campings en Corse



Source : Insee, DGCIS - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air.

➔ Revenus

Formation du revenu disponible brut (RDB) des ménages en 2010 (en % du RDB)

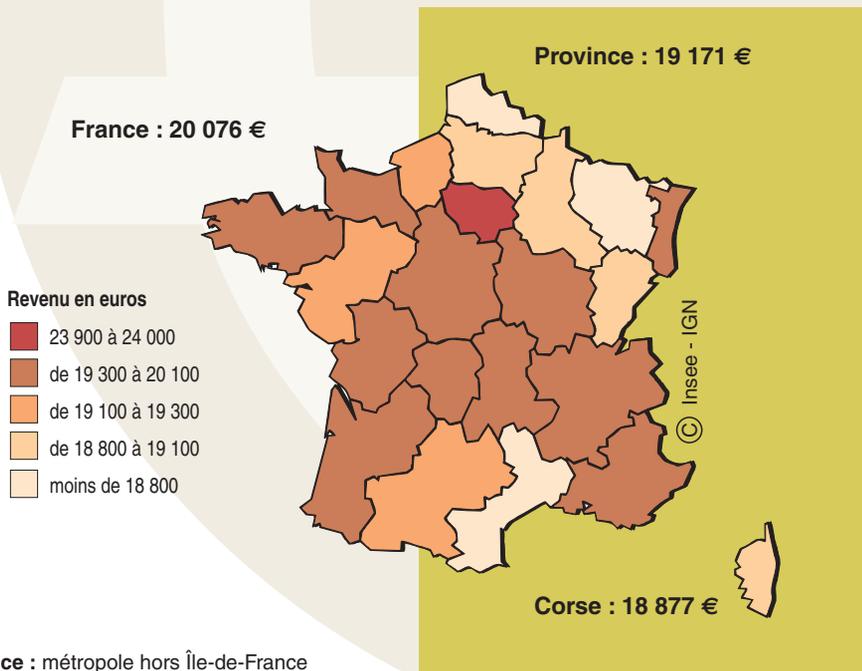
	Excédent brut et revenu mixte	+ Salaires et traitements bruts	- Cotisations sociales des salariés et des non-salariés	- Impôts	+ Prestations en espèces	+ Autres*	Revenu disponible brut
Corse	25,8	50,9	9,3	11,8	33,1	11,3	100,0
Province	21,2	56,0	9,8	11,8	34,4	10,0	100,0
France	21,1	59,6	10,4	12,9	32,3	10,3	100,0

*revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants

Données 2010 semi définitives

Source : Insee, Comptes régionaux des ménages - Base 2005.

Revenu disponible brut des ménages par habitant selon les régions en 2010



Données 2010 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux des ménages - Base 2005..

➔ Revenus salariaux

Revenus salariaux annuels moyens nets de prélèvements par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 2010

	Corse euros	Province euros	France entière euros
Ensemble	18 611	19 652	21 045
Cadres	35 213	35 968	39 449
Professions intermédiaires	24 380	23 126	23 632
Employés	14 616	14 515	14 944
Ouvriers qualifiés	16 643	17 686	17 807
Ouvriers non-qualifiés	11 840	12 885	12 951
Hommes	20 341	22 206	23 757
Cadres	38 059	39 509	43 504
Professions intermédiaires	26 605	25 374	25 770
Employés	16 734	16 680	16 984
Ouvriers qualifiés	16 865	18 064	18 157
Ouvriers non-qualifiés	12 608	13 793	13 858
Femmes	16 607	16 909	18 155
Cadres	31 041	30 050	33 113
Professions intermédiaires	22 345	21 021	21 694
Employés	13 398	13 667	14 086
Ouvriers qualifiés	13 001	14 673	14 934
Ouvriers non-qualifiés	9 298	11 244	11 283

A compter de 2002, les indemnités de chômage sont intégrées dans les revenus salariaux. Par souci de cohérence et d'alignement avec d'autres données, la colonne "apprentis, stagiaires et emplois aidés" a été supprimée.

Source : Insee, Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Disparités des revenus salariaux annuels en 2010

	1 ^{er} quartile euros	3 ^e quartile euros	Rapport interquartile
Corse	10 843	23 632	2,2
Province	12 475	23 998	1,9

Source : Insee, Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Premier (respectivement troisième) quartile du revenu : seuil de revenu annuel que touchent au maximum les 25 % (respectivement les 75 %) des salariés les moins bien payés.

Rapport interquartile : le rapport entre le troisième et le premier quartile donne une mesure de la dispersion des revenus.



DEFINITIONS



POPULATION

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité : rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

La nouvelle méthode de recensement : depuis 2004, la nouvelle méthode de recensement substitue au comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Elle distingue les communes de moins de 10 000 habitants d'une part, recensées une fois tous les 5 ans par roulement, et les communes de plus de 10 000 habitants d'autre part, pour lesquelles un échantillon d'adresses regroupant environ 8 % de la population est recensé chaque année.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Famille : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Famille monoparentale : comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Etranger : personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française. Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité sont considérées comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).



ECONOMIE GENERALE

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires).

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits. Le PIB correspond à la valeur des biens et services produits sur le territoire économique et disponibles pour les emplois finaux (consommation, stockage, investissement et exportation).

E CONOMIE GENERALE

PIB en valeur : le PIB est dit “en valeur” ou “nominal” si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : le PIB est dit “en volume” ou “réel” si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

Productivité apparente du travail par tête : rapport entre la richesse créée (mesurée par la valeur ajoutée en volume) et le volume de travail mis en œuvre dans le processus de production (mesuré par le nombre de personnes en emploi).

Services principalement marchands : regroupent les secteurs des transports, des activités financières, des activités immobilières, des services aux entreprises et des services aux particuliers.

Services administrés : regroupent les secteurs de l'éducation-santé-action sociale et de l'administration.

E MPLOI

Population active : regroupe la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi : rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'emploi d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Zones d'emploi : espaces géographiques à l'intérieur desquels la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage actualisé 2010 se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

Estimations d'emploi localisées (Estel) : Le champ couvert est l'emploi total salarié et non salarié au 31 décembre, répertorié BIT, et mesuré au lieu de travail et lieu de résidence, avec prise en compte de la multi-activité. C'est une synthèse de sources : DADS, fichiers de paye des agents de l'Etat, particuliers employeurs et fichiers MSA et Acoff.

Estimations trimestrielles d'emploi salarié : résultent de l'exploitation des bordereaux de cotisation Urssaf. Elles sont calculées sur l'ensemble



EMPLOI

des secteurs marchands hors agriculture et emploi public dans l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale.

BIT : Bureau international du travail

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale.

Correction des variations saisonnières (CVS) : technique que les statisticiens emploient pour éliminer les fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

■ La demande d'emploi

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Demandes d'emploi enregistrées (DEE) : demandes nouvelles enregistrées par Pôle emploi au cours du mois.

Demandes d'emploi sorties (DES) : demandes sorties des fichiers du Pôle emploi au cours du mois.

■ *L'indemnisation du chômage*

Régime d'assurance chômage : système de protection sociale contre la privation d'emploi. Il est chargé de recueillir les contributions des employeurs et des salariés afin d'indemniser les personnes involontairement privées d'emploi qui ont travaillé et cotisé. La principale allocation versée au titre de ce régime est l'Allocation d'aide au retour à l'emploi y compris formation (ARE+AREF).

Régime de solidarité : régime d'indemnisation du chômage institué pour certaines catégories de personnes ne remplissant pas les conditions exigées pour bénéficier de l'assurance chômage. Les deux principales allocations versées au titre de ce régime sont l'Allocation temporaire d'attente (ATA) qui s'adresse aux chômeurs qui n'ont pas de référence de travail (durée maximale : 1 an) et l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), ouverte à tout allocataire cessant d'être indemnisé par le régime d'assurance chômage.

■ *Les minima sociaux*

Le Revenu de solidarité active (RSA) : entré en vigueur le 1^{er} juin 2009, il a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la recherche d'emploi.

Allocation adulte handicapé (AAH) : destinée à assurer un revenu minimum aux personnes handicapées.

■ *Les principales mesures de politique d'emploi*

Contrats du secteur marchand

Contrat d'apprentissage : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans, il vise à apprendre un métier en alternant formation en entreprise et enseignement professionnel.

Contrat de professionnalisation : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans ou demandeurs d'emploi de plus de 26 ans, dont l'objectif est de permettre au salarié l'acquisition d'une qualification professionnelle, de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle. C'est un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée avec une action de professionnalisation.

Contrat du secteur non marchand

Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) : destiné aux jeunes de 16 à 25 ans révolus rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle.



DEFINITIONS

EMPLOI

Contrat des secteurs marchand et non marchand

Contrat unique d'insertion (CUI) : entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010, le nouveau "contrat unique d'insertion" prend la forme dans un cadre rénové, du contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Etablissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Création d'entreprise : correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production. Cette nouvelle notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise quand deux caractéristiques du siège de l'entreprise sur trois parmi l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité et la localisation sont modifiées lors de la reprise.

La statistique de création d'entreprise couvre l'ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise a été redéfinie. Elle s'appuie désormais sur un concept harmonisé au niveau européen.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de **défaillance** ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. La procédure judiciaire peut avoir différentes issues : liquidation de l'entreprise, poursuite de l'activité suite à un plan de continuation, reprise de l'activité suite à un plan de cession.

Il ne faut pas confondre cette notion avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Régime de l'auto-entrepreneur : il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes créant ou possédant déjà une entreprise individuelle. Ses formalités sont allégées.

Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) : système d'information multi-sources permettant de fournir des statistiques localisées au lieu de travail sur l'emploi salarié et les rémunérations pour



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

les activités des secteurs marchand et non marchand. Le référentiel d'entreprises et d'établissements est constitué à partir du Répertoire des entreprises et des établissements. Les données sur l'emploi salarié résultent des informations issues des DADS, des Urssaf (plus MSA pour l'agriculture) et du système d'information sur les agents de l'Etat.

Entreprise artisanale : qui exerce, sous la direction d'une personne ayant la qualification requise d'artisan ou de maître artisan, en n'employant en principe pas plus de dix salariés, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat ; immatriculée au répertoire des métiers.

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé, pour un motif professionnel ou privé.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement d'hébergement.

Taux d'occupation : nombre de chambres (ou d'emplacements de campings) occupé(e)s rapporté au nombre de chambres (ou d'emplacements de campings) offert(e)s effectivement disponibles (fermetures saisonnières, hebdomadaires, etc.) par les établissements (en %).



REVENUS - SALAIRES

Revenu disponible brut : revenu primaire (revenu d'activité ou de placement) augmenté des transferts reçus (prestations sociales en espèces) et diminué des impôts et cotisations sociales. C'est donc la part des revenus à disposition des ménages pour la consommation et l'épargne.

Revenu salarial annuel : salaire effectivement perçu, net de prélèvements à la source et non pondéré par le temps de travail. Il est mesuré au lieu de résidence et prend en compte toutes les périodes successives de travail dans l'année ainsi que les activités complémentaires relevant de plusieurs employeurs. Il comprend les indemnités de chômage. (Sont concernés les salariés relevant du champ des DADS).

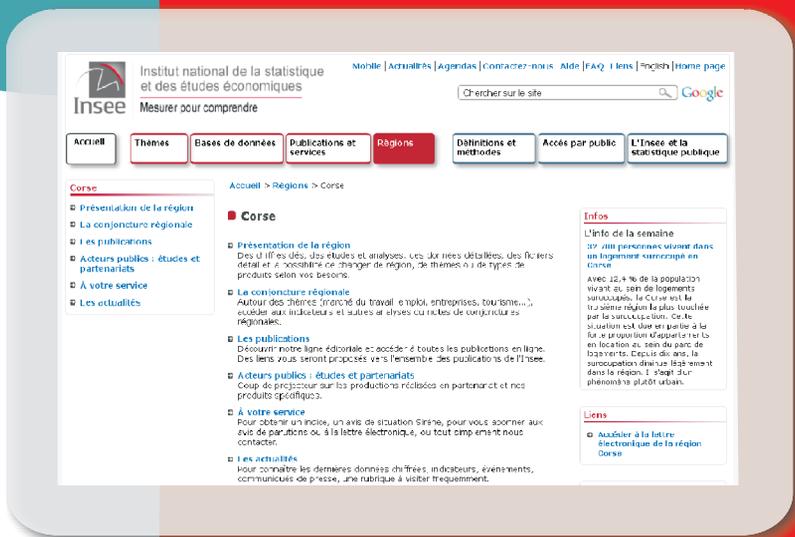
Déclarations annuelles de données sociales (DADS) : cette formalité déclarative, que doit accomplir annuellement toute entreprise employant des salariés, est destinée aux administrations sociales et fiscales. Les employeurs sont tenus de communiquer diverses informations pour tous leurs salariés. Le champ des DADS comprend l'ensemble des employeurs et de leurs salariés sauf les salariés de l'agriculture et de la sylviculture, les agents des organismes de l'Etat, titulaires ou non, les services domestiques et les activités extraterritoriales.



La
CORSE
en Bref

Retrouvez
les données et
séries longues de
La Corse en bref
sur l'espace régional
www.insee.fr/corse

un accès libre
et gratuit
à l'information



Insee

Mesurer pour comprendre

Corse

ISSN : 1966-9054

ISBN : 978-2-11-069778-3

Corsic@ctualités

Corsic@ctualités est la lettre d'information électronique de l'Insee-Corse qui paraît tous les deux mois.

L'abonnement **gratuit** à Corsic@ctualités est possible sur

www.insee.fr/corse